

N° 44 - 15 JUIL.-15 AOUT 67

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

2 365-76 RENNES

« Le Peuple breton » - BP 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

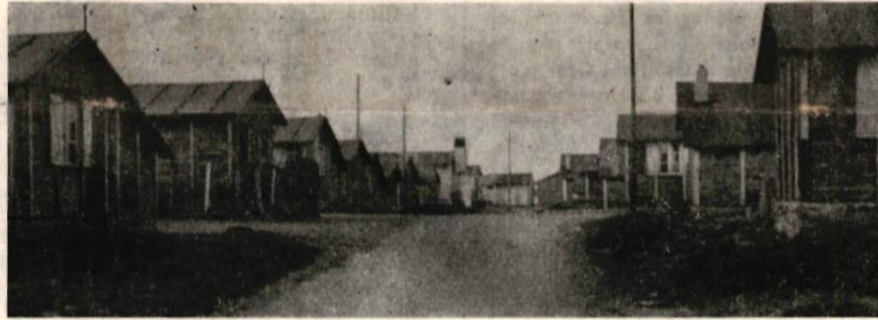
ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

BONNES VACANCES EN BRETAGNE

mais informez-vous aussi de ses problèmes

(Voir Edito page 2)

LES BIDONVILLES DE BREST



(Cliché « Le Peuple Breton »)

Chaque jour, en ouvrant notre quotidien local, nous pouvons prendre connaissance du problème des baraques à Brest, ne serait-ce qu'en lisant la colonne des faits-divers :

« Dans la nuit du 10 au 11 septembre, trois agressions nocturnes commises à Brest par quatre jeunes gens chevelus, que les services de la sûreté urbaine parvinrent à identifier et à arrêter après une rapide enquête. Il s'agit de Jacques Compolo, 20 ans, couvreur, demeurant baraque F5, au Point-du-Jour ; Yves Bergot, 22 ans, couvreur, baraque F5, au Point-du-Jour ; Jacques Roulet, 19 ans, manœuvre maçon au Landais, à Brest, et Jean-Claude Gouriou, 18 ans, serrurier, baraque C6, au Point-du-Jour. »

A travers ce simple fait-divers apparaît toute l'ampleur du problème des baraques. Le Point-du-Jour... Mais aussi Le Bouguen, Le Bergot, Kéréder, Polygone-Butte, Polygone-Caserne, La Landais, Poull-ar-Bachet, et bien d'autres endroits encore.

Les baraques. Secteur oublié, rejeté, dont les Brestois n'aiment guère s'entretenir, pas plus les particuliers que les services publics. Les noms des baraques sont anonymes, comme le sont les habitants qui les habitent : A3, B10, H4. Des noms tout juste bons à garnir les chroniques judiciaires du « Télégramme de Brest ».

En fait, dans la plupart des cas, par « baraques » on entend tout simplement bidonvilles. Les gens des baraques forment ce sous-prolétariat, ce *lumpenproletariat*, ou prolétariat en haillons, qu'on aurait voulu croire disparu. La dénomination de « baraques » permet de minimiser la gravité du problème, mais elle ne parvient pas à le nier. Il faut se rendre au Bouguen ou à Polygone en personne pour voir.

Polygone évoque l'univers concentrationnaire. Plusieurs centaines de baraques

isolées au plein milieu des champs. Un ghetto relié à Brest par une route qui se termine en cul-de-sac. Une monstrueuse excroissance de baraques, où les rues, tirées au cordeau, se coupent à angle droit. Polygone est si éloigné que les citoyens honnêtes peuvent dormir en toute tranquillité.

Un ciel bas et gris. Le vent souffle au ras du plateau. Les rangs de baraques sont hérissés d'antennes de télévision qui oscillent. Peu d'arbres, quelques buissons, quelques haies. L'herbe envahit la route, le sol est jonché de papiers, de boîtes de conserves, de débris de toutes sortes.

landaus délabrés, carcasses de voitures. La désolation du bidonville.

Depuis vingt ans

D'où vient cette population ? Comment en est-on arrivé là ? En effet, après les destructions massives de la guerre, les Brestois furent relégués en baraques. Les classes sociales étaient mêlées, on rencontrait aussi bien des médecins, des marins que des manœuvres. Puis le centre de la ville fut reconstruit, et les plus riches quittèrent les zones périphériques. Ils furent remplacés par des gens de la campa-

UN TÉMOIGNAGE du Peuple Breton

Les fils électriques se balancent dangereusement, de maigres lessives claquent. Quelques enfants errent au bord de la route, près des baraques en état de décomposition plus ou moins avancé. Le spectacle n'est guère rassurant.

Le Bouguen offre un visage différent et plus hideux. Beaucoup de baraques détruites (dès le départ du dernier occupant, les enfants pillent systématiquement les baraques abandonnées). Les baraques ont la forme de boîtes carrées, divisées en pièces minuscules. Une route défoncée se perd parmi les habitations. Des planches pendent, des carreaux sont cassés. Tout est laissé à l'abandon : vieilles cuisinières,

qui furent eux-mêmes relégués dans les H.L.M. du Dourjacq, de Kerangoyat ou de Kerinou. Peu à peu se regroupaient dans les baraques les éléments les plus « inintéressants », comme les anciens habitants de la rue Kavel.

D'autres ruraux sont venus, le plus souvent gens en marge dans leurs propres villages, et rejetés par leur communauté. Et les éléments sains étaient eux-mêmes parfois « contaminés » par l'environnement.

Vingt ans après leur construction, les quartiers de baraques de la périphérie bres-

(Voir suite page 4)

APRÈS REDON

L'AVENIR DE L'AGRICULTURE BRETONNE

La manifestation agricole de Redon qui sera très probablement suivie d'autres « actions directes », vient enfin de mettre en évidence les dangers qui menacent l'agriculture bretonne et l'ensemble de l'économie régionale, du fait de la mise en place du Marché Commun libéral. Nous voudrions montrer dans cet article comment l'établissement d'une « Communauté Européenne » d'inspiration capitaliste conduit inéluctablement à l'élimination des régions agricoles traditionnelles et, au premier chef, de la Bretagne.

LA DEMAGOGIE EUROPEENNE

Les agriculteurs ont été trop longtemps nourris d'illusions au sujet du Marché Commun Agricole, présenté comme la panacée qui devait permettre à tous les exploitants d'atteindre la parité grâce à la conquête de débouchés nouveaux à l'intérieur de ce marché unique de 180 millions de consommateurs et grâce au relèvement des prix agricoles français au niveau des prix moyens européens. Or, la C.E.E. devient d'ores et déjà excédentaire pour la plupart des productions agricoles (à l'exception de la viande bovine et des céréales secondaires). Placée dans un marché de libre concurrence, l'agriculture bretonne est gravement menacée ; en effet :

— le coup de fouet d'une concurrence accrue peut provoquer et favoriser le développement économique d'une région, si ses structures et ses moyens économiques lui permettent d'utiliser la situation à son profit ;

— au contraire, si la région est aux prises avec une crise de structure qui

(Voir suite page 3)

EDITO

DES livres dans des domaines très différents ont attiré depuis un an l'attention sur la Bretagne. De « LA VIE DES PAYSANS BRETONS AU XIX^e SIECLE » au livre de M. Phlipponneau « LA GAUCHE ET LES REGIONS », la matière bretonne constituait le thème ou l'exemple sur lequel s'appuyait une démonstration. Tout récemment, notre camarade P. Queindec publiait ce magnifique « POEME DU PAYS QUI A FAIM ». Ces livres, ce poème, peuvent être autant de points de départ, autant de clés pour comprendre, pour aimer la Bretagne où les touristes, moins nombreux que les autres années, viendront passer leurs vacances.

Dans cet éditorial d'un mois de vacances, d'un numéro que certains achèteront au hasard d'une vente à la criée à Quimper ou à Brest, nous voudrions nous adresser non seulement à nos compatriotes, mais aussi à ces amis. Le titre de notre journal peut surprendre, habitués que l'on est à une conception unitariste et jacobine, conception secrétée par l'Etat français. Pourtant, il n'exprime pas autre chose que la volonté de vivre ensemble d'une communauté à laquelle il faut être de mauvaise foi pour ne pas lui reconnaître une certaine originalité.

Volonté de vivre ensemble, c'est, en 1967, la volonté de construire une économie qui donne sa chance à l'agriculture bretonne, qui donne du travail à ces milliers de jeunes qui doivent aujourd'hui s'expatrier. L'avenir démographique est en train de se déteriorer et malheureusement, du fait du gouvernement français et du V^e Plan, nous ne pouvons qu'être pessimistes.

D'une analyse du Comité régional de la Promotion sociale, nous tirons ces quelques faits qui le justifient. Le courant de décentralisation a été faible en 1966 et le taux de création de nouveaux emplois — à son rythme actuel — ne peut amener qu'une diminution très sensible de la population active bretonne. A 10 % près, le taux d'émigration resterait ce qu'il est ; on peut déjà le dire : l'objectif officiel très insuffisant de réduction d'un tiers ne sera pas atteint. En 1966, dans le département des Côtes-du-Nord, l'accroissement naturel a été nul. Ces faits suffisent à dissiper l'écran trompeur que constituent les réalisations-prestiges, l'expansion de Rennes. Cette ville vient de se voir attribuer le prix de l'Expansion française, mais l'on sait que Brest reçut aussi ce prix...

Nous pourrions accumuler les faits. Vous nous opposerez les travaux routiers menés par tronçons dans la Bretagne centrale, des industries décentralisées. Peut-être reprendrez-vous la formule magique de ces derniers années de la « vocation électronique ». Tout cela nous le savons. Nous savons aussi le tribut que paient les ouvriers et les ouvrières de la décentralisation d'usines-pirates, dont les agissements anti-syndicaux, les bas salaires sont monnaie courante.

Trop de nos compatriotes sont encore abusés par la propagande gouvernementale relayée par l'action de la majorité des notables qui tend au mieux à aménager le sous-développement. Il est vrai qu'une remise en question de l'état de « colonialisme à l'européenne » ou de « colonialisme au dedans » dans lequel vit notre pays, va loin, que c'est une démarche révolutionnaire que ne facilitent pas les opiums d'une société de consommation capitaliste. Elle exige de ceux qui acceptent de la faire un engagement total et de longue haleine. Elle porte sur les structures politiques, sur les structures économiques et aussi sur les mentalités. Il arrive souvent à des observateurs étrangers d'être surpris par la mentalité de « battus » de certains bretons, par le manque d'ambition. Ceci n'est qu'un trait d'un comportement de « colonisé » qui est riche d'attitudes paradoxales. La contradiction maintes fois soulignée des violentes manifestations de colère devant telle injustice — le dernier exemple étant celui de Redon — et la fidélité confirmée dans les scrutins électoraux successifs au gaullisme, soulignent l'imbrication de ces divers phénomènes entre eux et la faiblesse qu'il y a à dissocier l'un ou l'autre. Il ne manque pas de charlatans pour cela.

Dans notre affirmations de vouloir une solution globale au problème breton, dans notre volonté de construire à la fois fédéralisme et socialisme — à ce qui donne à notre engagement une dimension mondiale — nous ne choisissons pas la voie de la facilité, mais la démocratie n'a rien à voir avec la facilité.

Sans doute vous ne penserez guère à tout cela en assistant à telle ou telle fête folklorique, à tel ou tel défilé. N'oubliez pas pourtant — aussi déformant que soit le miroir de ces manifestations trop souvent factices et commerciales — qu'il existe des milliers de jeunes qui s'interrogent sur leur avenir (début juillet se tient à Rennes un rassemblement de jeunes ruraux venus de toute la Bretagne), qu'il existe une langue, riche de valeurs culturelles, qui meurt. Alors peut-être, avec nous, éprouverez-vous l'inquiétude « du pays qui a faim » ?



BULLETIN D'ADHESION

NOM : PRENOM :

ADRESSE :
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

— Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 103, Rennes.

— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à : UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE, B.P. 103, RENNES — C.C.P. 2 365-78.

ARTICLES DE BUREAU ET D'ECOLE

PAPETERIE GUENÉ

19, rue de Lyon — BREST

Spécialiste de la SERVIETTE et du PORTE-DOCUMENTS

ADHEREZ A L'U.D.B. — REJOIGNEZ L'U.D.B. — ADHEREZ A L'U.D.B. — REJOIGNEZ L'U.D.B. — ADHEREZ A L'U.D.B.

LA VIE DU PARTI

REUNION DU COMITE DIRECTEUR.

Réunion le 11 juin à Saint-Brieuc. Il est de tradition en ce mois de l'année de préparer le travail de l'été et de faire en sorte que l'U.D.B. soit présente durant les fêtes. Les militants disposeront d'un nouveau tract de propagande pour le journal. A ce propos, il fut annoncé au cours de la réunion que le Peuple breton serait vendu en kiosques dans la région malouine, comme c'est déjà le cas à Rennes.

SECTION DE BREST.

Chaque mois qui passe voit la section recueillir de nombreux abonnements et réabonnements, signe que nos camarades brestoises se livrent à un excellent travail de propagande.

A cela s'ajoutent les ventes du journal, et des drapeaux bretons.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR « LE PEUPLE BRETON »

Comme nos abonnés ne manquent jamais de le constater, Le Peuple Breton poursuit régulièrement sa parution. Mois après mois, à date fixe, notre journal paraît pour rendre compte aux Bretons de l'évolution politique et sociale de notre pays. Cette régularité est déjà une prouesse car la presse engagée habitude trop souvent ses lecteurs à la périodicité hasardeuse.

De plus, ce numéro en est le vivant témoin.

gnage, nous poursuivons aussi un effort d'illustration afin de rendre votre journal plus agréable à regarder, plus vivant et plus complet. Cet effort sera à l'ordre du jour les prochains mois encore et nous pouvons espérer que dans le domaine photographique aussi Le Peuple Breton habituera ses lecteurs à la régularité et à la qualité. Mais tout cela coûte cher. Il faudrait que nous augmentions beaucoup notre fidèle groupe d'abonnés. Nous allons étudier les moyens à mettre en œuvre pour cela. Mais sans attendre, si vous appréciez votre journal, vous pouvez nous le montrer en participant à la souscription permanente.

Donnez un peu : vous enrichirez Le Peuple Breton. Ne donnez pas : vous ne vous enrichirez pas. Nous sommes sûrs que vous entendrez ce mois-ci notre appel et merci d'avance !

Septième liste

Anonyme, Brest	100,00 F.
Marie-Hélène Hervé, Concarneau ..	65,00 F.
Anonyme, Penn-Ar-Bed	6,00 F.
Yves Le Berre, Rennes	10,00 F.

Total de la septième liste ..	181,00 F.
Report des listes précédentes ..	975,50 F.

TOTAL 1 156,50 F.

Les participations à la souscription doivent être adressées au « Peuple Breton », C.C.P. 2365-76 Rennes, en précisant au dos de l'envoi : Souscription.

TOUS MATERIAUX

ÉVERITE

Isolants thermiques et

phoniques «STILLITE»

Société Bretonne

Sanitaire

Carreaux, grès, faïence

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

QUIMPER - Tél. 14-43 et 26-43 VILLEROY ET BOSCH

ÉLECTIONS AU PAYS DE GALLES

L'élection à Carmarthen de M. Gwynfor Evans (1) provoqua, il y a un an, un regain considérable du nationalisme gallois. Des conditions particulières — Gwynfor est président du Plaid, président d'une secte protestante et membre du Conseil de Comté — avaient fait dire qu'il était en quelque sorte entré par effraction à Westminster.

Or, une nouvelle élection partielle a eu lieu le 9 mars de cette année, dans la vallée minière de Rhondda. M. Vic Davies, candidat du Plaid Cymru, s'attaquait à un solide bastion du travailisme, où en 1964, le travailliste l'emportait par 19 060 voix contre 2 172 au nationaliste. Cette année, le travailliste a obtenu 12 373 voix, sérieusement talonné par les 10 067 voix de Victor Davies.

La campagne électorale fut passionnée, drainant des foules énormes de part et d'autre. Pour la première fois, on s'accorde à dire que la majorité des jeunes se sont prononcés en faveur du nationalisme gallois, rompant ainsi

Trealaw, Cwmbran, Aberdare, Ystradgynlais, etc... Et, chose importante, le Plaid Cymru effectue une percée pour la première fois à Cardiff même.

Désormais la machine est lancée. Le Plaid Cymru s'affirme comme le moteur de la vie politique galloise.

P. et J. QUEINNEC.

(1) Voir le « Peuple Breton » n° 33, août 1966.

Contre Les Lignes

« Les anciennes colonies sont devenues en 1946 des territoires d'outre-mer et le sont restées en 1958 (alors que les territoires d'Afrique devenaient des Etats autonomes, puis indépendants). La Nouvelle-Calédonie et ses dépendances de Polynésie française, et depuis 1959, Wallis et Futuna, et trois territoires français d'outre-mer (TOM). Cela signifie que, tout en ayant une certaine autonomie administrative, ils font territorialement partie de la République française, laquelle est, comme chacun sait, une et indivisible. Tahiti, la Nouvelle-Calédonie, « c'est la France ». Les autochtones y sont citoyens français, et électeurs, sans la moindre restriction. C'est marquer une nuance que d'employer les mots Tahiti, Calédonie, qui sonnent légèrement nationaliste ; ou de dire le territoire, ce qui est administrativement correct, et politiquement prudent. »

(LES MERS DU SUD, p. 168, par Robert Jumeaux, Editions Rencontre, Lausanne)

Appellations contrôlées...

Rappelons à ce propos que la France refuse avec obstination de poursuivre l'œuvre de décolonisation. Le leader nationaliste polynésien, Pouvanaa A Oopa, fut emprisonné en 1959 pour avoir soi-disant voulu mettre le feu à Papeete... Tous les moyens sont bons pour liquider les résistances gênantes.

Composition linotype à façon

REVUES — TABLEAUTAGES — THÈSES

LINARMOR

15, rue des Fossés — RENNES

avec la tradition la plus enracinée. Comme dit « Barn », revue socialiste de langue galloise : « Carmarthen mit fin à l'argument selon lequel une voix donnée au Plaid est une voix perdue, et Rhondda a montré que cet argument ne peut même plus s'appliquer aux anciennes citadelles travaillistes. »

LES ELECTIONS LOCALES

L'avancée du Plaid Cymru a été confirmée par les récentes élections locales. De nombreux sièges ont été remportés un peu partout sous l'étiquette du parti (il est d'usage dans ces élections de se présenter comme « indépendant ») : Ogmere, Pontypool,

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

TERRASSEMENTS — VOIRIE — CARRIERES

Yves LE PAPE & Fils

29 S - PLOMELIN - Tél. 117

LES BIDONVILLES DE BREST

(Suite de la page 1)

toise abritent encore environ 10 000 personnes, exactement 10 834 au recensement du 30 juin 1966. Les plus importants lotissements étaient ainsi répartis au recensement du 31 décembre 1966 :

Lotissement	Baraques	Logements
BOUGUEN	287	321
BELLEVUE	87	114
BERGOT	288	343
KEREDERN	309	340
POINT-DU-JOUR	265	378
POLYGONE	290	455
PONT-NEUF	123	144

Ce serait, bien sûr, trop charger le tableau que de croire que tous les gens des baraques sont des inadaptés sociaux, car des familles honnêtes vivent de façon normale (autant qu'il est possible). Certaines de ces familles, qui vivent là depuis vingt ans, forment l'élément stable de la population, et leur proportion n'est pas négligeable.

Le malheur d'être pauvre

Le problème des bidonvilles est lié de façon directe au problème de la pauvreté. Ce problème, omniprésent dans notre société capitaliste occidentale se retrouve également d'un bout à l'autre de la terre. Qu'il s'agisse des « slums » de Harlem ou de ceux de Calcutta, la cause est la même : la pauvreté. Phénomène encore mal connu dans ses rouages, mais irrémédiablement lié au capitalisme. A titre d'exemple, on comptait en Grande-Bretagne, pays industrialisé, en 1960, sept millions cinq cent mille habitants (soit 14 % de la population) qui vivaient du minimum de l'Assistance publique.

Il n'est pas étonnant de retrouver ce problème à la pointe occidentale de la Bretagne, dans les quartiers excentriques de Brest. Les familles nombreuses s'entassent dans des pièces trop petites, humides et glaciales en hiver. Il est difficile de reconstituer l'atmosphère des taudis. Cet enfant — un bébé — violet de froid, grelotte sur le seuil dans ses langes mouillés. Sa mère ne pense pas à le changer ou elle est trop saoule pour le faire. Tous les soirs ce sont des bagarres, d'effroyables disputes, dont les éclats traversent les parois si minces de chaque habitation. Le bordel, camouflé en café, est l'objet fréquent des descentes de police.

Malheur à celui qui est né ou est devenu pauvre, car il lui sera impossible de s'arracher à sa misère !

Les « familles-problèmes »

Pour mieux saisir la condition de l'habitant de bidonville, il suffit de citer quelques cas sociaux pris parmi tant d'autres.

Il y a cinq ans, le père est allé en prison. Il en est sorti profondément marqué. Pendant une année entière, il n'est pas sorti de son lit, refusant de voir jusqu'à ses camarades. Pendant ce temps, il n'a donc pas travaillé. Il n'a perçu d'Allocations familiales. Il y avait cependant huit enfants à nourrir et à élever. Aujourd'hui, il travaille durant des périodes de deux à trois jours, puis il s'arrête. Les enfants ont été enlevés à la famille. Les aînés n'allaient pas à l'école.

Ce jeune homme, pourtant muni d'un C.A.P. de peintre, n'a jamais travaillé. Il a terminé ses jours à Fresnes (suicidé ou passé à tabac). Ses parents étaient divorcés, sa mère remariée à un jeune homme issu d'une famille de 24 enfants. Aujourd'hui, à 45 ans, elle « fait la fête » avec de petits jeunes gens.

Le cas de ce gars de Plonévez-du-Faou est caractéristique de ces personnes d'origine rurale qui viennent à la ville chercher l'anonymat. Il quitte Plonévez avec des forains. Il se met en ménage avec une femme mariée. Après une disparition, il revient s'installer au milieu d'une famille, qui est déjà une famille-problème. Embauché au port de commerce, il se tue dans un accident au cours de la première demi-heure. Ses parents viennent de Plo-

névez, et atterrés, découvrent la vie de leur fils.

Une famille de 12 enfants au Bouguen. Un seul lit, pour les parents, les enfants dorment sur le plancher. Un bol, une casserole, pas de cuisinière, pas de chaises. Aujourd'hui, le père est mort, les filles ont grandi, et la famille habite la Z.U.P. de Kergoat. Mais n'ayant aucune notion du temps, elle mange et dort à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Les voisins se plaignent.

Cette femme s'est vue enlever ses enfants. On dut brûler sa baraque pour protéger le quartier contre la vermine. Sa seconde baraque était littéralement couverte d'excréments et de débris, la baignoire en était pleine, et de plus elle avait creusé un trou dans la paroi, afin de vider plus rapidement son pot de chambre à l'extérieur. Des enfants vivaient dans cet antre puant.

Alcoolisme et promiscuité

Dans ces quartiers, les familles de 17, 18, 19 enfants ne sont pas l'exception. Les hommes sont uniquement des ouvriers, des chômeurs occasionnels ou professionnels. On n'y trouve pas de militaires. Le contraste est d'ailleurs saisissant, au Bouguen, où se font face bidonville et immeubles luxueux de la marine...

Les exemples d'alcoolisme, de promiscuité, de surpeuplement, foisonnent : la mère est remariée, les trois filles sont enceintes du beau-père. Il y a quatre ans, a eu lieu une rafle au Bergot dans une maison de passes, à 3,00 F la passe. Les voisines, mère et fille, venaient en renfort aux heures d'affluence. Des gamines de quinze à dix-huit ans étaient également employées. Les filles-mères de quinze ans sont monnaie courante.

Les O.N.C.O.R., construits pour les ouvriers qui construisaient les baraques, ont aujourd'hui presque disparu. Il en reste cependant deux, prévus pour loger au maximum cinquante ou soixante personnes : 180 Algériens y vivent ! Signalons en passant que le racisme n'est pas absent : au Bergot, l'ouvrier autochtone considère avec mépris les « bicots ».

Quelle solution ?

Dans de pareilles conditions, il est surprenant que les familles normales ne manifestent aucun désir d'abandonner leur baraque, et qu'elles s'acharnent parfois à demeurer sur place. Il faut sans doute y voir l'enracinement des habitudes, mais aussi l'attrait des loyers évidemment très bas : 20 F pour une baraque américaine, 11 F pour une baraque ordinaire. Les HLM sont les seules accessibles à leurs finances réduites, or on ne construit pas de HLM pas plus à Brest qu'ailleurs. On compte 3 000 demandes en attente, alors que plusieurs centaines de logements de standing moyen sont vides, faute d'acquéreurs.

Va-t-on en finir avec le problème des bidonvilles en les rasant ? Il est permis d'en douter. Prenons le cas de la famille G..., qui a huit enfants. Elle quitte une baraque infecte pour un bel appartement de type F5 (ce qui est trop exigu). Mais elle continue à vivre comme elle vivait en baraque, et au bout d'un an le beau logement s'est transformé en un taudis. Les G... sont aujourd'hui expulsés et relégués dans une autre baraque. Ils ont retrouvé leurs habitudes, leur milieu, et de leur propre aveu, ils se sentent « plus heureux ». Malheureusement, le père boit ; on s'endette pour célébrer avec faste la communion solennelle du cadet. La situation se dégrade de jour en jour, et la délinquance guette les enfants...

Ce cas n'est pas rare. A Kerangoyat,

LIBRAIRIE
"Brentano's"
Tous les livres français et étrangers
7, quai Chateaubriand -- RENNES
Tél. 40.70.32

Au Vietnam

L'agression américaine continue



(Cliché Agence France-Presse)

Une vue d'un récent bombardement sur Hanoï

SOUTENONS LA RÉSISTANCE DU F.N.L. ET DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIETNAM

quinze familles ont ainsi été expulsées. On s'emploie à reloger les anciens occupants des baraques dans les P.S.R. (Programme Social de Relogement), mais ce sont les plus sociables. Les autres, les laissés pour compte, restent confinés à leurs ghettos, et le pourrissement s'aggrave.

Au cours d'un colloque sur les familles inadaptées, tenu à Paris en 1964, sociologues, anthropologues, médecins et psychiatres, ont développé le thème d'une « adaptation progressive » : ne pas détruire les relations qui ont permis à la population de supporter si longtemps sa condition. On a lancé l'idée des « cités promotionnelles », des « logements progressifs ». Il semble qu'à Kéréderon, on tente actuellement une expérience de ce genre. Mais le problème est loin d'être résolu.

Tu es pauvre : tu resteras pauvre

Raser les bidonvilles ne résoud rien, car les familles misérables recréent dans les nouveaux quartiers l'ambiance des taudis. Tant qu'on ne s'attaquera pas au cercle vicieux de la pauvreté, on se contentera d'appliquer des épîtres sur une jambe de bois. Dans son livre *L'Exclusion sociale*, Jules Klanfer a étudié les rapports qui existent entre la pauvreté d'une part, la délinquance, la maladie, l'alcoolisme, l'instabilité au foyer et dans la profession d'autre part.

Il résume ainsi les étapes de la déchéance : on est pauvre parce qu'on appartient à une famille dont le chef est en chômage; le chômage frappe plus particulièrement les individus d'un niveau d'instruction assez bas ; les enfants des foyers pauvres ont peu de chances de poursuivre leurs études et leur formation professionnelle jusqu'à un niveau qui en ferait des travailleurs pleinement intégrés ; les maladies sont plus fréquentes parmi les pauvres que parmi les personnes bénéficiant d'un revenu normal, et de nouveau apparaît le cercle vicieux : on est malade parce que pauvre, et de ce fait mal nourri, etc... (1)

Il est clair que, comme leurs parents, les enfants sont condamnés à la déchéance par la société capitaliste. Le gouvernement français, quoi qu'il en dise, a besoin d'un volant de 30 % d'ouvriers non spécialisés et de chômeurs, c'est-à-dire de 30 % de parias au ban de la société.

Logements, main-d'œuvre, salaires, pro-

fit : tout se tient. Le C.E.T. du Bouguen a pour tâche de scolariser tous les gosses. Or, pour tout le Finistère, il y a chaque année 2 000 demandes d'inscription : Le Bouguen en prend 200, Le Pont-de-Buis 100 et Quimper 60. Le reste prolonge sa scolarité, entre en apprentissage, ou reste dans la rue, mûr pour la délinquance juvénile. Les enfants de paysans ont une certaine chance, car ils ont la ferme et ainsi le temps d'attendre.

Les citadins ont la rue. L'encadrement des jeunes est pratiquement inexistant, sauf cas exceptionnels. Ainsi, M. Ténénan Roump, militant communiste, qui s'occupe activement du Patronage Laïque du Bergot. Des prêtres, comme les pères Abiven, Mahé et Gourvennec, tâchent de garder le contact avec les garçons, même lorsqu'ils sont en prison. Mais il est très difficile pour un adulte de pénétrer ces bandes de jeunes.

Une salle de bains pour quoi faire ?

Au Centre du Bouguen, sur 300 élèves, il y avait 6 illettrés complets, venant tous des baraques (caractéristiques, retardés). Les enfants ne choisissent pas leur métier : leur avenir se décide en fonction de leurs notes. Admettons qu'il y ait 15 places dans la plomberie, 15 places en électricité, et 15 autres en menuiserie : les enfants sont soumis à un examen comportant du français et du calcul, mais on ne vérifie pas leurs capacités. Ils ratent ainsi leur dernière chance. Ces enfants vivent d'ailleurs dans un autre monde, témoin ce dialogue :

- Travailleras-tu et tu deviendras ingénieur.
- Combien je gagnerai ?
- 120 000 F par mois.
- Mais qu'est-ce que je vais en faire ?
- Tu pourrais avoir une salle de bains.
- Ça sert à quoi ?

(Suite page 5)

Hôtel-Restaurant PASCAL F^{res}
"CHEZ ROSA"
15, avenue de la Gare
Tél. : 081 QUIMPER

APRÈS la MANIFESTATION DE REDON



(Cliché « Le Peuple Breton »)

nécessite des réformes profondes durant la phase de reconversion, le choc d'une concurrence accrue lui est globalement fatal.

La Bretagne aborde le Marché Commun en position de faiblesse. L'économie libérale, qui prétend donner les mêmes chances à tous (et par là, trouver sa justification), met en compétition deux types d'agriculture aux structures opposées : l'agriculture capitaliste (du type plaines céréalières du Bassin Parisien) qui bénéficie de nombreux atouts et l'agriculture paysanne qui cherche à s'adapter ; les structures n'étant pas comparables, il est évident que l'agriculture paysanne artisanale est condamnée au départ même de la « compétition ». La véritable égalité des chances pour un régime libéral soucieux d'assurer la « libre concurrence » devrait logiquement consister à traiter par des mesures inégales des situations elles-mêmes différentes ! Mais cela impliquerait évidemment des remises en cause impensables !

LES CAUSES DE LA MANIFESTATION

La manifestation de Redon a été décidée par la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles à la suite de deux décisions prises par les autorités de la C.E.E. et qui s'inscrivent tout à fait dans la logique d'une Europe libérale :

● la première, prise à Genève, lors des négociations du « Kennedy Round », concerne les importations de viande bovine par la C.E.E. ; la Communauté a en effet obtenu, de la part de l'Argentine et du Danemark, des réductions substantielles des droits de douane (50 %) sur presque tous les produits industriels importés par ces deux pays en provenance du Marché Commun, ainsi qu'un accord sur les céréales, favorable aux gros producteurs européens. En compensation, la C.E.E. a naturellement dû consentir quelques sacrifices ; et les « sacrifices » ont bien évidemment porté sur l'agriculture paysanne : le Marché Commun ouvre largement ses portes aux exportations de viande bovine. Ainsi donc, pour permettre au capitalisme européen de se développer librement, on sacrifie délibérément les productions animales et, par voie de conséquence, les exploitations artisanales et les régions agricoles traditionnelles. On remarquera sans surprise que les accords de Genève se sont une nouvelle fois réalisés au profit des pays riches et au détriment des régions attardées en même

L'AVENIR DE L'AGRICULTURE BRETONNE DANS UN MARCHÉ COMMUN LIBÉRAL

temps que des pays sous-développés (cf. la déclaration de M. Mansholt), ce qui illustre bien l'identité des intérêts et des luttes des peuples sous-développés, victimes du « colonialisme au-dedans et au-dehors » (1).

● La seconde décision, prise à Bruxelles et relative au fonctionnement interne du Marché Commun Agricole, concerne la production porcine. Le Conseil des Ministres des Six n'a en effet prévu qu'un soutien très conditionnel du marché du porc : l'opportunité d'un soutien ne sera déterminée dans chaque cas par la commission et ne sera pratiquée que lorsque la moyenne arithmétique des cours de l'ensemble des six pays tombera au-dessous d'un prix de base lui-même fixé très bas et nettement au-dessous des coûts de production actuels. Autrement dit, les prix pratiqués en Bretagne (grosse région de production porcine : 25 % du troupeau français) peuvent rester longtemps en-dessous de la moyenne européenne sans qu'aucun soutien n'intervienne.

UN MARCHÉ COMMUN AGRICOLE ANARCHIQUE

Depuis le 1^{er} juillet 1967, l'Europe Agricole est devenue une réalité concrète pour quatre marchés essentiels : ceux des céréales, de la viande de porc, des œufs et volailles et des fruits et légumes ; or, aucune organisation de la production ni aucun soutien réel des productions ne sont prévus, exception faite du marché des céréales, et tout spécialement du blé, qui, quoique production excédentaire, bénéficie d'un soutien efficace obtenu par les gros céréaliers, puissants et écoutés ; ceux-ci n'ont pas vu baisser leur protection vis-à-vis des pays tiers et ont su faire adopter des règlements européens qui leur sont favorables.

Par contre, les productions animales (viande porcine et aviculture en particulier) ne bénéficient d'aucun soutien réel. Or, les produits d'élevage représentent plus de 75 % de la production agricole finale de la Bretagne qui produit en outre environ 35 % des poulets en France, 20 % des œufs ; 80 % des agriculteurs bretons sont concernés par la production porcine (moyenne française : 57 %).



« ALLEZ-Y ! SONNEZ-LES... »

Cliché « Le Peuple breton »

VERS L'ÉLIMINATION DE L'AGRICULTURE BRETONNE

En définitive, la manifestation de Redon doit faire prendre conscience aux Bretons qu'une Europe libérale met en cause non seulement l'agriculture artisanale en voie de modernisation et s'opposant à son développement et en la vouant à la disparition pure et simple, mais aussi et par là-même, l'avenir des régions agricoles traditionnelles, c'est-à-dire en fait les régions excentrées et sous-développées dans le cadre de la C.E.E. Il ne s'agit en aucun cas de développer un « Poujadisme anti-européen », mais de s'opposer à l'Europe libérale actuelle qui ne peut qu'accroître les disparités régionales ; guidée au plan international par les intérêts des firmes capita-

listes et au plan agricole, par les intérêts des gros producteurs, la politique libérale européenne ne vise qu'à mieux aménager le capitalisme dans le cadre d'un marché unique de 180 millions de consommateurs. Une telle Europe ne peut qu'aggraver la situation coloniale des régions ; aux mouvements de dépopulation et de désindustrialisation de la Bretagne, ne succéderait qu'un processus de « désagriculture », de perte de la substance agricole elle-même ; il ne s'agit plus alors de la simple « fuite en avant » vers de nouvelles productions intensives, qui a caractérisé l'évolution récente de l'agriculture bretonne, mais de la dispari-

tées par les firmes capitalistes, bien qu'elles en profitent directement.

A cette notion capitaliste de rentabilité financière (calculée au niveau des entreprises), on doit opposer la notion socialiste de rentabilité à long terme, calculée en termes d'efficacité globale. Aux partisans des « Mégalopolis » et de l'élimination des régions sous-développées, s'opposent les partisans d'un développement harmonieux des différentes régions, développement qui assure l'optimum économique et humaine à long terme et tienne compte des satisfactions réelles recherchées par les travailleurs. En définitive, « le choix en faveur des

UNE DOUBLE AMBIGUITÉ

Le caractère violent de la manifestation des agriculteurs bretons a surpris : les photos que nous publions montrent certains aspects du combat de rue que prit cette manifestation à Redon. Les forces de l'ordre ne ménagèrent pas leurs peines : « Allez-y, sonnez les ! »... Cette explosion de colère traduit un mécontentement profond. Notre collaborateur C. Canevet montre la gravité de ce qui risque d'être le combat d'arrière-garde de l'agriculture bretonne face au Marché commun libéral ; il souligne aussi l'ambiguïté dans laquelle le syndicalisme paysan mène ce combat, ambiguïté du cadre de l'économie. Celle-ci n'était pas la seule : une fois de plus les paysans bretons étaient la masse de manœuvre d'une manifestation dans un cadre géographique équivoque, l'Ouest des régions-programme « Bretagne » et « Pays de la Loire ». Les interventions des différents orateurs, les statistiques citées, les propos entendus parmi les manifestants, montraient suffisamment quelle était « la région » qui était la plus concernée et qui s'était sentie mobilisée. Il ne s'agit pas d'isoler stupidement la Bretagne et de nier que les agriculteurs de l'Ouest intérieur ne subsistent pas les conséquences des choix faits à Bruxelles et à Genève. Mais pour l'efficacité de l'action, nous croyons à la nécessité d'affirmer clairement le cadre géographique.

Très importante dans ce domaine nous paraît être la présence à Bruxelles d'une délégation bretonne : non pas tant pour les résultats qu'elle a pu obtenir que le geste lui-même et ses implications politiques. Cette affirmation de la personnalité bretonne peut devenir un pas dans la construction d'une Europe fédéraliste et socialiste.

tion de la production agricole elle-même.

UNE ÉVOLUTION ABERRANTE

L'Europe libérale est en train d'abandonner l'agriculture à une évolution anarchique, d'où triomphera le plus fort. « Incapable de résoudre le problème des régions rurales attardées, le capitalisme est en train de l'éliminer en condamnant à mort ces régions ». (A. Gorz). S'agissant de régions disposant de possibilités de mise en valeur évidentes, une telle évolution est, non seulement socialement, mais éco-

« Mégalopolis » est fondamentalement un choix politique en faveur de la libre entreprise et contre la planification » (2).

« QUAND LES PAYSANS BRETONS SAURONT-ILS VOTER ? »

Les agriculteurs bretons ont-ils conscience de la portée politique de leurs revendications ? On peut en douter devant les déclarations faites par certains délégués syndicaux à Redon ; l'un d'eux concluait ainsi son intervention à la tribune : « Nous sommes pour le libéralisme économique, à condition que l'on nous donne nos chances... » (!). Nombre de syndicalistes ont vu dans les accords de Genève un choix en faveur d'une Europe industrielle, contre l'agriculture ; c'est là soulever un faux problème ; il ne s'agit pas d'une lutte entre secteurs économiques, mais d'un processus logique du développement du capitalisme tant agricole qu'industriel, au détriment de l'agriculture des régions traditionnelles.

En définitive, on constate en général un refus du syndicalisme régional de se placer sur le plan politique. Il est pourtant évident qu'une Europe libérale ne peut pas, ou plutôt ne veut pas apporter une solution à leurs difficultés, en assurant le développement d'une agriculture moderne et compétitive dans les régions rurales attardées. Au mieux, peuvent-ils espérer quelques mesures partielles et illusoire prolongeant leur survie, ou quelque « compensation psychologique » (M. Bruel).

Quand les agriculteurs feront-ils concorder leurs revendications syndicales avec leur comportement politique ? Une pancarte à la manifestation de Redon résumait fort bien le véritable problème : « Quand les paysans bretons sauront-ils voter ? »

C. CANEVET.

(1) Voir l'ouvrage de M. Gorz : « Le socialisme difficile » (chapitre V : Le colonialisme au-dedans et au-dehors). Editions du Seuil - 1967.

(2) A. Gorz : « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme (p. 151) - Editions du Seuil 1964.

CARROSSERIE AUTOMOBILE

Passage au marbre - Peinture dans cabine

JEAN CAZEAUX

Le Poteau-Vert

29 S - CONCARNEAU

REPRESSION AUX ANTILLES

• LE "CHARONNE GUADELOUPÉEN"

Une dizaine de morts et une soixantaine de blessés, tel est le lourd bilan payé par les travailleurs guadeloupéens à la répression policière du préfet de l'île. En grève depuis le 25 mai pour réclamer une hausse de leurs salaires, les ouvriers du bâtiment se sont heurtés, à Pointe-à-Pitre, le 27 mai, aux forces de gendarmerie, alors que leurs délégués syndicaux discutaient avec les représentants des patrons. Le préfet ayant appelé d'urgence des renforts de C.R.S. de métropole et un détachement de la Légion stationné à Cayenne, l'ordre était rétabli le 28 mai après de violentes échauffourées où les C.R.S. firent usage de leurs armes. L'ordre revenu, la ville était soigneusement quadrillée.

Les autorités locales et les blancs ont eu peur devant la violence des réactions des manifestants, et elles ont répondu par une répression féroce. Elles la justifient en invoquant des provocations de "fauteurs de troubles" et de politiciens camouflés en syndicalistes (sic !), ce qui justifie une trentaine d'arrestations parmi ces responsables syndicaux et la traduction en justice de 18 personnes les plus dangereuses, qualifiées de "meneurs".

Ces violences, qui rappellent les événements récents de Djibouti, sont issues d'une situation économique et sociale qui se détériore de manière continue.

• UNE ÉCONOMIE COLONIALE

La Martinique et la Guadeloupe sont les "îles à sucre", « nos plus vieilles colonies ». Leur économie est dirigée de la métropole et orientée au bénéfice exclusif de celle-ci. La France y a développé la culture des produits exotiques dont elle a besoin et qu'elle achète à bas prix. Elle leur revend tous les produits manufacturés, les biens de consommation et les biens d'équipement, à des prix élevés. Les gouvernements français ont pris soin d'éviter que ne se crée dans ces îles une industrie capable de concurrencer les produits industriels métropolitains.

C'est ce qu'on appelle une économie de traite. Le fort déséquilibre de la balance commerciale qui en résulte, traduit le déséquilibre général de l'économie. La Martinique et la Guadeloupe sont des "espaces agricoles" destinés à fournir à la France : sucre, bananes, ananas, rhum, vanille, etc. Cette agriculture de "propriétaires" est dominée par quelques gros propriétaires; représentant 3 %, ils détiennent 75 % des terres. Certains de ces "propriétaires" sont en fait de véritables frustes agricoles exploitant chacun plusieurs milliers d'hectares.

À la Guadeloupe, la canne à sucre tient la première place dans la production. Elle couvre 50 % des terres; la moitié sont exploitées par les grands propriétaires des douze usines sucrières, l'autre moitié, soit 14 000 hectares, sont à partager entre 16 000 métayers et petits planteurs. Il en résulte une opposition de classe violente entre un prolétariat agricole misérable et la vie facile des "grands blancs".

De l'autre côté, les cultures vivrières sont réduites à fort peu de choses. La moitié des paysans dispose de moins d'un hectare. Les Antilles sont obligées d'augmenter leurs importations par des produits alimentaires, aggravant de cette façon le déficit de la balance commerciale. Au total, si on rapporte la population à la superficie cultivée, on arrive au chiffre considérable de 600 habitants au kilomètre carré.

Les conséquences d'une telle économie coloniale sont de créer le processus bien connu du sous-développement.

• LE SOUS-DÉVELOPPEMENT ANTILLAIS

Terres agricoles, sans industrie, les Antilles n'ont d'autre perspective que de voir leurs fils louer leurs bras aux gros planteurs. C'est donc l'économie de "plantation" qui doit chaque année absorber l'accroissement du nombre des travailleurs. Or cette économie est fragile et les crises aggravent la tension économique générale provoquée par la rapide croissance démographique.

En effet, d'une part, sur le plan mondial, le marché est encombré et les cours sont toujours à des valeurs très basses. Quant au marché français du sucre, il est réservé aux planteurs de betteraves, sous la pression de la puissante C.G.B. (Confédération générale des betteraviers). Or la moitié de la population active de la Guadeloupe est composée d'ouvriers agricoles. Le travail de "plantation" est saisonnier; il dure quatre à cinq mois. Le chômage est chronique et la crise économique larvée plus ou moins permanente. Le nombre des sans-travail augmente constamment. Beaucoup émigrent vers la ville, qui ne possède pas d'industrie! et la lépre des bidonvilles s'étend; ce mouvement s'accroît d'autant plus vite que la politique de concentration industrielle que connaît la métropole commence à se faire sentir là-bas. La concentration des usines à sucre a accentué le chômage, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

D'autre part, les techniques médicales mo-

dernes, en réduisant le taux de mortalité infantile, viennent aggraver ce sous-développement, en permettant un croît rapide de la population, alors qu'aucune économie moderne n'a été mise en place pour permettre d'absorber la surcharge démographique. Mais aujourdhui l'exploitation démographique de la population a moins de 25 ans. Qu'en faire ?

• LA POLITIQUE COLONIALISTE DE LA FRANCE

La politique des gouvernements parisiens n'a jamais varié : ne pas s'opposer à l'exploitation sans mesure des îles par les capitaux, tant métropolitains que créoles. Mais aujourd'hui l'explosion démographique, en rendant plus aigus les conflits de classe, menace cette politique.

Le régime gaulliste, trop respectueux de la puissance des "grands blancs" qui ont refusé de reconquérir une partie de leurs terres en cultures vivrières, aussi bien que les industriels parisiens, uniquement tournés vers le Marché commun, pour qui les Antilles c'est le marché le bout du monde, a trouvé que le mieux était d'organiser rationnellement l'exutoire naturel à une telle situation : c'est-à-dire l'émigration.

Refusant d'assumer la charge de créer une économie moderne dans ces "départements d'outre-mer" par une industrialisation associée à une agriculture intensive, le gouvernement gaulliste a décidé d'organiser l'émigration à la manière d'une nouvelle traite. Le V^e Plan prévoit officiellement 10 000 émigrants chaque année (la moitié moins qu'en Bretagne, mais pour une population cinq fois moindre : 600 000 habitants), un "bureau pour le développement des migrations des D.O.M." (1).

Cette "solution" offre trois avantages aux yeux de Paris. D'une part, la France se procure une main-d'œuvre à bon marché, d'autre part, la caste des gros planteurs préserve ses privilèges, enfin l'émigration est souvent un "écrémage" des meilleurs éléments; au moins elle enlève le surplus de travailleurs, et de toute manière elle désamorce les mouvements d'opposition.

La France se contente en fait de fournir aux Antilles une aide d'assistance, avec toutes les conséquences que cela comporte sur le plan des psychologies collectives. L'exemple le plus récent en a été fourni par la manière dont l'aide a été accordée aux victimes du cyclone "Inès", aide qui a revêtu bien souvent des formes patronales. On peut ajouter aussi que certains sinistres attendent encore les dédommagements promis avant les dernières élections, alors que l'administration financière française n'a pas oublié de leur envoyer leur feuille d'impôt foncier.

Associé à cette politique d'assistance, le régime gaulliste a mis en place une politique d'assimilation culturelle par le système d'intégration complète dit de "départementalisation".

Voilà une situation qui n'est pas sans ressembler par bien des points à celle que nous subissons en Bretagne. Mais là-bas le caractère colonial est accentué par une pointe de racisme. Il est fréquent, alors que le nombre des sans-travail augmente, de voir dans la presse des annonces de ce genre : « On demande secrétaire métropolitaine ».

Ce racisme feutré, mais très réel, est un obstacle sérieux à la méthode de la "départementalisation", d'autant plus que l'émigration forcée des jeunes Antillais en France s'accompagne souvent d'une prise de conscience nationale, qui leur fait rejeter l'intégration complète à la société française.

Mais, sur place même, la situation économique et sociale a fait prendre au P.C. guadeloupéen des positions autonomistes, qui se renforcent à mesure que s'appesantit la poigne des autorités françaises peu disposées depuis l'exemple de Djibouti à laisser se développer un mouvement d'émancipation.

Il semble que cette fois on ait laissé plus ou moins volontairement la situation se détériorer pour pouvoir frapper plus fort. Seize guadeloupéens, appartenant au G.O.N.G. (Groupe des Organisations Nationalistes Guadeloupéennes) ont été écroués à Paris. Après les jeunes martiniquais de l'O.J.A.M. (Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise), ce sont des guadeloupéens que l'Etat colonialiste français essaie de réduire au silence.

On voit combien le « Charonne guadeloupéen » s'inscrit parfaitement dans une politique de répression policière jusqu'à ce que réussisse cet étrange statut de la « départementalisation adaptée » qui mettra à la disposition des « gros blancs », qu'ils soient de Pointe-à-Pitre ou de Paris, de dociles sous-Français pour le plus grand profit des exploités de toute espèce.

« Le Peuple Breton » sait ces morts et ces prisonniers, victimes d'un pouvoir qui n'est fort qu'avec les faibles. L. PICHOT.

(1) Voir le n° 1 du « Peuple Breton », « Les D.O.M. ».

LE PEUPLE BRETON

se penche sur son passé

Chronique culturelle

III. — Fransez Vallée

Ah ! il était beau le Mouvement Breton ! A l'heure où le "symbole" sévissait dans nos écoles, où les lecteurs du Progrès de Briey étaient invités à venir en gare de Longuyon, choisis parmi les pleins wagons de domestiques, arrivés de Bretagne « le sujet qui leur plairait le mieux » (8) où les petites Victorines de Perros-Guirec allaient remplir les bordels parisiens (9), à cette heure-là, en Irlande, on se battait. Mais en Bretagne, les marquis et les comtes de l'Association Bretonne faisaient de la généalogie et les « artistes » de l'U.R.B. s'emparaient de Kig ha fars en chantant "Kousk Breiz Izel".

Il faudra attendre 1911 pour que, las des binousards de cartes postales, les éléments républicains rompent avec l'U.R.B. et fondent la Fédération régionaliste de Bretagne avec Jos Parker pour président et Fransez Vallée pour vice-président. La nouvelle association marquait un très net progrès en affirmant nettement sa neutralité religieuse et philosophique, et en élargissant son champ d'action aux problèmes économiques et sociaux qui, jusque-là, n'avaient guère inspiré les « artistes ».

Bien que catholique pratiquant, Vallée était devenu l'ami de plusieurs personnalités d'extrême-gauche dont il était parvenu à conquérir l'estime et le soutien.

« Il ne faut pas, lui écrivait en septembre 1921, Gustave de Kerguézec, sénateur radical-socialiste des Côtes-du-Nord, que le mouvement breton ait l'air d'être un mouvement de droite; il faut que ce soit un mouvement d'ensemble; et qu'à côté des évêques on trouve les hommes de gauche. Mais il faut faire cela très prudemment à cause des tout petits esprits. »

« Je suis absolument de votre avis », répondait Vallée, notre langue et notre tradition celtiques ne sont la chose d'aucun parti politique. C'est un terrain d'union pour tous les patriotes bretons. » (10)

Lorsqu'au lendemain de la guerre, les jeunes gens de l'Unvaniez Yaouankiz Vreiz, voulurent jouer la carte bretonne à la manière irlandaise, il ne se reconnut pas le droit de leur marchandiser son aide. Et qu'on ne cherche pas à mettre cela sur le compte d'on ne sait quel affaiblissement sénile. Très logiquement, le vieux lutteur soutenait tous ceux qui voulaient qu'en 1967 les Bretons ne soient plus « le seul peuple d'Europe qui ne sache plus lire sa langue. » (11) Et si certains de ses amis, moins lucides et moins courageux, se sont efforcés de lui contester le beau nom de Révolutionnaire, la police

française, elle, ne s'y trompait pas, lorsqu'en 1938, lors d'un passage du président Albert Lebrun, à Saint-Brieuc, elle lui rendit un hommage involontaire, en faisant garder à vue, dans sa maison, un brave grand-père de soixante-dix-huit ans !

On n'insistera jamais assez sur cet aspect « engagé » de l'œuvre de Fransez Vallée, tant il est de bon ton dans certains milieux, de célébrer la mémoire du « vénéré maître » tout en s'ingéniant à laisser croire qu'il était le plus inoffensif des érudits. Car, même s'il est aussi très vrai que c'était le plus pacifique des hommes, l'amour qu'il portait à son peuple, lui avait interdit le confort douillet des certitudes bourgeoises.

C'est un de nos grands poètes modernes qui l'a dit :

« Bez ez eus ar re a labour evit ar yezh hag ar re a labour war ar yezh... » (12)

« Il y a ceux qui travaillent sur la langue et ceux qui travaillent sur la langue. »

« Il y a ceux qui meurent pour une patrie et ceux qui écrivent leur histoire. »

« Il y a ceux qui donnent leur vie et ceux qui les jugent... »

« ... Il y a ceux qui vivent pour l'argent et ceux qui le vivent... »

« Qu'ils soient tous jugés selon leurs œuvres ! »

En ces temps de honte où il en est tant qui se penchent sur notre langue avec l'intérêt suspect de charognards guettant le futur cadavre, il est bon de rappeler la leçon de Fransez Vallée. Se réfugier dans la science pour désertier ses devoirs d'homme est une des trahisons les plus odieuses qui soient.

Qu'est-ce d'ailleurs qu'une science qui en arrive à tuer ce qu'elle prétend servir ? Il n'y a qu'un mot qui lui convienne, c'est celui dont les peuples qu'elles ont asservi. A Bilbao comme à Cardiff, à Barcelone comme à Quimper, on appelle ça du folklore.

Yann-Ber PIRIOU.

(8) Le Progrès de Briey, 1906.
(9) In les Thibault, par Roger Martin du Gard, p. 285-286, t. 1. "Le livre de poche".
(10) In Ar Vro, n° 14, juin 1962, p. 53.
(11) Yann Schier, in Ar Falz.
(12) In Evidon va-unan gant Ronan Huon, p. 47. Editions Al Liamm.

LES BIDONVILLES DE BREST

(Suite de la page 4)

Les apprentis n'ont pas plus de chance. Les apprentis de la première, seconde et troisième année, travaillant à raison de 40 heures par semaine, gagnent respectivement 40, 50 et 60 Francs par mois. Un apprenti de troisième année fait le travail d'un compagnon, qui gagne lui 400 F par mois : le patron fait donc 340 F d'économie par mois. Certains patrons, mais ce n'est pas la règle générale, renvoient les apprentis au bout de la troisième année, à l'expiration du contrat d'apprentissage.

La mairie et l'Etat se préoccupent assez peu du reclassement de ces jeunes des baraques, quoique le sous-préfet se dise inquiet du pourrissement continu de la situation. Les organismes syndicaux ont versé, au Centre du Bouguen, 15 millions de francs anciens qui ont servi à construire des baraques, et on a aussitôt constaté une amélioration du niveau. Il est scandaleux et honteux que, face à la carence de l'Etat, les syndicats doivent subventionner l'enseignement public !

En réalité, pas plus l'Etat que la mairie de Maître Lombard n'ont d'intérêt à ce que la situation s'améliore. Le chômage, la non-spécialisation, sont volveus, entretenus et conservés, afin de faire baisser les sa-

lares sur le marché du travail.

Le jour où s'installera à Brest une usine importante, il y aura forcément une revalorisation des salaires. Ce qui n'arrangera ni les profiteurs ni les colonialistes. Rappelons qu'un dessinateur gagne à Brest 300 F de moins qu'à Paris.

La société capitaliste engendre la pauvreté, la pauvreté les bidonvilles : n'attendons pas du capitalisme, donc du gaullisme, qu'il mette fin à cet état de choses. Le capitalisme a décidément bonne conscience, en Bretagne comme ailleurs.

Paol QUEINNEC.

(1) « Le Monde », 5-6 juin 1966.

BOIS

Société J. LE GARS

Tél. 0.97 Quimper

LA BIBLIOTHÈQUE DU PEUPLE BRETON

PAOL QUEINNEC LE POÈME DU PAYS QUI A FAIM

J'espère qu'il me sera pardonné le style tout à fait inhabituel de cet article. Nous n'avons pas coutume, au Peuple Breton, de nous comporter en flatteurs mondains ou en critiques dociles. Mais ce n'est pas tous les jours qu'un parti ou un groupe breton peut se vanter d'offrir à la Bretagne l'œuvre d'un des siens, une œuvre extraordinaire lorsqu'il s'agit du « Poème du pays qui a faim ».

Comprenez-moi — vous qui n'êtes pas de l'U.D.B. et qui me lisez peut-être avec scepticisme — : je n'invente pas pour faire plaisir à mon camarade Queinnec : il y a belle lurette que la rude amitié qui nous unit est majeure ; elle se passe donc de tout compliment et Paol n'attend certainement pas ce « papier ». Il n'en est que plus nécessaire. Il faut que vous sachiez qu'un jeune poète de feu nous est né, qu'un homme sait chanter, crier, gémir ce que tous, nous les patriotes bretons, nous ressentons. Queinnec est ma voix, votre voix, notre voix. Et quelle voix ! Une voix de paysan, une voix d'ouvrier, une voix de rebelle, une voix de Celte, une voix de poète. Ce « Poème du pays qui a faim », ce poème de la Bretagne telle que nous la vivons et telle que nous la rêvons vous le lirez comme moi, en reconnaissant votre pays, vos paysages, vos amis, vos craintes et vos espoirs. C'est là le miracle de la poésie de Paol Queinnec que je n'hésite pas une seconde — tout comme son maître, le professeur Le Gallo, qui préface admirablement le poème — à comparer

aux plus grands, à Malmanche, à Cadou, à Guillevic.

N'en déplaise aux esthètes et peut-être aux puristes, je crois que ce poème comptera énormément dans la littérature bretonne de langue française car c'est un poème révolutionnaire. C'est-à-dire un poème populaire. L'hermétisme est refusé dans une œuvre qui va directement au cœur, à l'âme, au souvenir. Il faut entendre Paol Queinnec chanter l'espoir, la honte, la rage et même la haine. Vous l'entendrez ! Comment vous les Bretons, les affamés de culture vraie, oseriez-vous refuser — pour le prix d'un paquet de cigarettes blondes — le plus beau poème de la Bretagne militante ? Quelque soit votre parti, votre idéologie, votre conviction, lisez « le Poème du pays qui a faim » : vous en sortirez différents...

Et puisqu'il convient que je termine cet article, c'est à toi Paol que je m'adresserai. Pour te dire merci. Et pour te dire combien l'U.D.B. peut être fière de te compter dans ses rangs. Un parti, un pays qui comptent des poètes comme toi ne sont pas mûrs pour l'esclavage.

Ronan LEPROHON.

On peut se procurer « Le poème du pays qui a faim », très soigneusement imprimé à Clisson (Bretagne) en versant la somme de 3,50 F. au C.C.P. de Michel-François LAFAUR - NANTES 1234-13, en précisant la commande au dos du versement.

LE BILLET DE STEN KIDNA

Les talus et les pauvres types

Vais-je élever ma voix après tant d'autres ? Vais-je dire qu'on a massacré les paysages bretons ? Partout, sauf peut-être dans le Léon, on est bien forcé de constater que la Bretagne a perdu une partie de sa beauté. Je ne suis nullement spécialiste des questions agricoles. Sans doute fallait-il faire quelque chose à l'âge du tracteur, tout le monde est d'accord là-dessus. Fallait-il pour cela tout couper, tout raser ? Ce sont maintenant les paysans qui se plaignent : « Dans mon champ, en pente, la terre s'en va quand il pleut ; les vaches qui autrefois s'abritaient le long des talus, se mettent à tousser parce qu'elles ont froid ». Et l'on en entend bien d'autres encore ! Les techniciens et les technocrates qui ont conseillé cela, savaient pourtant bien que la nature — que ce soit en Russie ou en Amérique — ne laisse pas violer impunément ses lois.

A moins qu'ils ne l'aient fait exprès.

« Hein, plus moyen de refaire des maquis comme en 1944 ! » me disait en clignant de l'œil un commandant de gendarmerie. Savait-il quelque chose ?

Quoiqu'il en soit, devant les résultats déjà si néfastes, on conseille maintenant à nos paysans de planter des cyprès — je n'invente rien — pour remplacer chènes et châtaigniers sacrifiés.

On le fait bien en Provence ! Puisque tout doit être uniforme dans l'hexagone, pourquoi pas la campagne ?

Mais les paysans ont laissé faire, direz-vous, ils ont même applaudi. D'accord, mais qui s'est jamais chargé d'éduquer — je ne dis pas d'apprendre à lire et à écrire, mais d'éduquer, c'est-à-dire élever nos paysans ? Depuis un siècle, ne disent-ils pas « amen » à tout ce qui vient d'en haut, à tout ce qui tend à les détruire ?

Amer, mais non surpris de constater les méfaits de la « paturellisation », de mon pays, car dans le Morbihan, c'est un M. Paturel qui en est le grand responsable, je me dirigeai vers un petit bistrot de campagne ; la patronne en coiffe était une femme de ma génération, elle aurait pu être ma sœur ou ma femme. En breton évidemment, je lui commandai « un tasad christr ». D'abord parce que j'aime le cidre, et puis parce que je savais bien que — sauf en Cornouailles — on n'en sert plus dans les moindres cafés. Comme j'avais une auto et que j'étais assez correctement vêtu, elle me répondit évidemment en français : « Dame non, on vend plus de cidre ici, personne y demande plus du cidre dans les bistrotts, tu sais bien. Ici dans la commune, y a plus qu'un paysan qui fait, je crois ; tout le monde maintenant a des sous pour acheter du vin, tiens ! »

Et là-dessus, attiré par mes questions, son fils de vingt ans arriva.

Un gars qui avait de l'instruction.

On le sentait frais émoulu du lycée — ou de chez les bons pères, cela n'a aucune espèce d'importance.

« Du cidre, s'exclama-t-il d'un air goguenard, sans blague, on n'est tout de même plus des pauvres types, non ! »

Stén KIDNA.

VACANCES ESPAGNE — COSTA - BRAVA
HOTEL - PLAGE - Pension : 23 F. par jour
Ecrire C.F.E. 19, rue Victor-Hugo — 92 - BOIS-COLOMBES

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



COTES-DU-NORD. — Le dernier bulletin de conjoncture publié par la Préfecture étudie l'évolution démographique récente du département : les chiffres parlent d'eux-mêmes.

43 851 personnes ont quitté les Côtes-du-Nord dont 25 500 pour la région parisienne entre 1954 et 1962. 81 % des émigrants ont moins de trente ans. Entre 1962 et 1967, 38 cantons sur 47 ont vu leur population diminuer ; 9 seulement ont enregistré un gain, toujours minime sauf à Saint-Brieuc et Lannion et souvent explicable par les retours de retraités (Etables, Paimpol). Au cours de ces 3 années, 10 cantons ont perdu plus de 6 % de leur population et 14 cantons de 3 à 6 %, aussi bien dans l'arrondissement de Guingamp (cinq cantons) que dans ceux de Lannion, Saint-Brieuc, Dinan. C'est donc l'ensemble du département qui est affecté par l'hémorragie humaine, la perte des forces vives, le vieillissement et le dépeuplement.

Le rapport constate enfin une baisse, très nette depuis 1964, du nombre des naissances et une augmentation rapide du nombre des décès. Ainsi en 1966, l'accroissement naturel a été nul : 7 432 naissances (11,6 pour cent de moins qu'en 1964), 7 413 décès (20,5 % de plus qu'en 1964).

On approche donc du stade de non-retour déjà atteint par deux départements français : la Lozère et la Creuse, départements cimetières qui seront déserts d'ici 20 ans.

FINISTÈRE. — La Société d'Economie mixte d'Etudes du Nord-Finistère a fait, au courant du mois de juin, un bilan de ses activités. Cette Société dont le président est le neo-gaulliste, M. Gourvennec, a l'appui de la municipalité de Brest et de son député-maire, Maître Lombard. Il faut avoir entendu ce dernier parler de la SEMENF, vanter les miracles qu'elle allait réaliser, les implantations industrielles qu'elle allait amener ; pour un peu le problème de l'emploi allait être résolu par cette société, non seulement dans le Nord-Finistère mais dans tout le département. « Société de papier », le qualificatif a été rejeté par M. Gourvennec, mais nous sommes sceptiques sur ce genre de sociétés où les notables bretons de 1967 marquent leur impuissance derrière quelques études de technocrates au petit pied. Prise de conscience ? Elle s'arrête au constat que la politique régionale de la France passe par le V^e Plan et que le V^e Plan sacrifie l'avenir de la Bretagne.

Dans le domaine du logement, une enquête réalisée récemment à Landivisiau par l'Association familiale locale les progrès qui restent à faire : 32 locataires seulement sur 153 disposent de tout le confort. Cette statistique traduit sans doute mal l'état de

certaines de ces logements et on trouvera par ailleurs dans ce numéro une enquête qui révèle à Brest des bidonvilles.

ILLE-ET-VILAINE. — Six mois après le licenciement dans les conditions que l'on sait du délégué syndical Yannick Frémion aux établissements Citroën de Rennes (cf. Le Peuple Breton, n° 38, janvier 1967), cette maison n'a pas changé ses méthodes. Un délégué du personnel C.G.T. qui n'avait pas été réélu lors des élections de 1966 vient d'être licencié. Toujours le règlement de comptes ! La lutte anti-syndicale se perfectionne chez Citroën : le licenciement à la veille des vacances d'un ancien délégué syndical, ça passe plus facilement inaperçu.

Le Comité d'H.L.M. d'Ille-et-Vilaine a tenu une réunion à Redon. Les délégués des différents organismes représentés ont dénoncé l'insuffisance des attributions actuelles de crédits H.L.M. pour 1967 et 1968, insuffisance qui devrait s'accroître en 1969. Dans la seule ville de Redon, on trouve trois cents demandes en instance.

LOIRE-ATLANTIQUE. — A St-Nicolas de Redon, on est très inquiet devant les menaces de fermeture des Etablissements Cahours. Cette entreprise semble connaître des difficultés qui pourraient amener sa fermeture. Si cette menace se réalisait, cela entraînerait le licenciement de 180 travailleurs qui seraient alors réduits au chômage !

La bêtise du découpage administratif qui a attribué ce département à la région-programme des Pays de la Loire et le carcan sans souplesse que constituent ces soi-disant « régions-programmes » ont été mis en question lors d'une session d'études de responsables agricoles de trois départements (Morbihan, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique). La création d'un Comité de développement agricole du Pays de Redon a été proposée. La gravité du problème de l'emploi a été également soulignée, notamment pour le millier de jeunes qui se préparent actuellement dans les écoles techniques de Redon.

MORBIHAN. — Alors que le problème de la reconversion des ouvriers des Forges d'Hennebont montre les limites des promesses du gouvernement, la ville de Lorient vient de protester contre une défection de l'Etat, scandaleuse mais révélatrice. Dans le but de construire une école de perfectionnement pour débilés légers et moyens, la Ville avait acheté 40 millions anciens un terrain, le mettant à la disposition de l'Etat. L'Etat, unilatéralement, vient de ramener le projet de 340 places mixtes à 150 places uniquement masculines pour débilés légers, en demandant à la Ville une participation de 80 millions anciens ! Voilà bien la démocratie et l'année sociale !

PEINTURE - DECORATION

L. KERYEL

10, rue Amiral-Linois
N-29 - BREST

Revêtements (murs et sols)

PLOMBERIE

Chauffage - Couverture - Zinguerie
Fumisterie

Entreprise BAUDAIS S.A.R.L.

1, rue du Lycée - 10, quai Zola
Tél. 40.88.78 - B.P. 290 - RENNES

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

— J'ai bien reçu votre lettre m'annonçant l'expiration de mon abonnement au « Peuple Breton ». La fréquentation de la J.E.B. me permet de prendre régulièrement connaissance du journal... Toutefois je n'en demeure pas moins consciente de la nécessité d'une aide financière à apporter, fut-elle modeste ; et ce sera encore pour nous le moyen le plus simple de vous dire notre cordiale solidarité. — (M.-H. H., Brest.)

Nous avons reçu par ailleurs une lettre contenant des attaques personnelles, auxquelles notre journal s'est toujours refusé à faire écho. En revanche, lorsque notre correspondant s'en prend à l'U.D.B. et au Peuple Breton, nous ne sommes pas gênés de publier sa prose, laissant à nos lecteurs le soin de juger.

— ...Les « sentiments » ne vous ont jamais étouffés... l'honnêteté, la probité, la droiture... encore moins... Etes-vous capables de quelque chose de noble... de grand... Votre journal c'est un infâme canard mit (sic) au service de la Bretagne. Pauvre Bretagne ravalée à ce point... ce que vous faites c'est uniquement de la politique française badigeonnée de « gwen a dû » c'est tout - vous n'avez aucune culture bretonne autre que celle que vous puisez ou trouvez dans les écrits et les œuvres de vieux et bons militants bretons. Vous vous

posez en staticiens (sic)... mais comme le ferait le premier venu d'une chambre de commerce ou de préfecture. L'âme bretonne vous ne l'avez pas et ça se sent de plus en plus... Alors s'il vous plaît soyez modestes ! Soyez progressistes... communistes, tout ce que vous voudrez, jeunes intellectuels malades de complexes de supériorité ou d'ambition mais de grâce au nom de la Bretagne revoyez nos problèmes, nos aspirations, et si vous n'avez pour vos actions aucune expérience politique bretonne, « apprenez » là (sic) avant de vouloir donner des leçons à vos pères et à vos frères. Publiez ma lettre S. V. P. (Yvon ROPARS, Brest.)

Nous nous permettrons simplement de conseiller à M. Ropars — s'il le peut — la lecture des articles en breton, publiés par des militants U.D.B. dans Ar Vro (n° 41, mars 1967) et dans Al Liamm (n° 121, mars-avril 1967). Notre vide culturel est-il donc si grand ?

Imprimerie Commerciale, Rennes

Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387
Tirage : 1 500 — Dépôt légal 3^e trimestre 67